

# Entretien avec Venâncio Massingue



Venâncio Massingue, vice-recteur de l'Université Eduardo Mondlane (UEM) au Mozambique.

2003-11-17

par Kevin Conway

*Venâncio Massingue est l'avocat des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Mozambique. Vice-recteur de l'Université Eduardo Mondlane (UEM), il facilite le rapprochement entre les milieux universitaire et politique. Sa connaissance des deux mondes lui a servi à faire entrer son pays dans l'ère de l'information. S'il y est parvenu, son travail est loin d'être terminé vu les problèmes que connaît le Mozambique.*

*Massingue est né à 275 km de Maputo, la capitale, dans « une de ces petites maisons rondes » typiques de la campagne mozambicaine. À sept ans, il est devenu orphelin de père. Sa mère demeurée seule pour élever ses quatre enfants était une femme « sans instruction qui ne savait pas écrire ». Elle n'en aura pas moins « une très grande influence » sur son fils, aux dires de celui-ci.*

*Toute sa vie, Massingue a su profiter des occasions qui lui étaient offertes. Son oncle l'a hébergé à Maputo pour qu'il puisse aller à l'école et plus tard, quand ce dernier a déménagé à Namaacha pour y ouvrir un bar, Massingue l'a accompagné. Avec l'argent épargné en travaillant pour son oncle avant et après l'école, il s'est inscrit dans une école de métiers pour y apprendre l'électricité. Son goût pour les études l'a bientôt mené à l'UEM, où il s'est inscrit en génie. Il en a vite été détourné par le directeur du centre d'informatique de l'université, qui a ouvert le monde des ordinateurs à cet étudiant prometteur.*

*Mais ce n'est qu'une fois rendu à l'Université de Delft, aux Pays-Bas, que notre dynamique ingénieur s'est mis à réfléchir au rôle que les TIC pourraient jouer dans le développement de son pays.*

*Massingue parle au magazine en ligne CRDI Explore de son expérience et du rôle que jouent les TIC dans le développement.*

---

## **La technologie peut-elle accélérer le développement d'un pays ?**

Oui, mais il faut savoir de quel développement l'on parle. Quoi que nous fassions, il faut d'abord penser aux gens, chercher à leur offrir une meilleure qualité de vie, améliorer leur santé, leur éducation et leur situation économique. D'où la question : « Quel rôle la technologie peut-elle jouer ? »

Le gouvernement de mon pays adopte des plans quinquennaux comportant des objectifs à atteindre. L'éducation est une priorité, la santé également, et ainsi de suite. Au vu de ces plans, il y avait lieu de déterminer comment la technologie pourrait en faciliter la réalisation. Et le mariage, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le plan du gouvernement et les outils technologiques s'est révélé des plus heureux dans certains domaines.

## **Quels exemples vous viennent à l'esprit ?**

Dans les années 80 et au début des années 90, quand il était question du Mozambique dans le monde, on pensait à la faim et à la guerre. Je me suis demandé : « Que faut-il faire pour que les gens comprennent qu'il se passe autre chose chez nous ? » J'ai donc lancé un petit projet de recherche qui a fait entrer Internet au Mozambique. Maintenant, tout le monde peut avoir des renseignements exacts sur mon pays.

Une fois connectés à Internet, nous avons voulu que cet accès ne soit pas limité au milieu universitaire. Et c'est ainsi qu'est né le modèle des télécentres. Chez nous, les populations rurales ont des problèmes de communication, il leur est difficile d'être bien renseignés. Grâce aux télécentres, les ruraux peuvent obtenir rapidement de l'information. Les télécentres facilitent aussi l'accès à l'éducation.

## **Vous avez obtenu le soutien du premier ministre et du président du Mozambique, ce qui a abouti à l'adoption d'une politique nationale en matière de TIC. Comment y êtes-vous parvenu ?**

En 1992, j'ai créé un modèle qui est devenu le nouveau Centre informatique de l'UEM (le CIUEM). Au bout de trois à quatre ans, les résultats ont été très concluants. Nous avons connecté le Mozambique à Internet et ouvert un centre d'entretien des ordinateurs à l'université. Cela peut vous sembler dérisoire, mais n'oubliez pas que dans les années 80, nous étions obligés de faire réparer nos ordinateurs en Afrique du Sud ou en Europe.

En 1996, j'ai organisé un symposium (Le Symposium international sur l'informatique et le développement — Un monde en transition) en inscrivant parmi les thèmes « Comment élaborer une politique nationale d'information ». La plupart des membres du Cabinet étaient invités, notamment le premier ministre. À la fin du symposium, celui-ci m'a dit : « Je veux que votre centre (le CIUEM) prépare ce genre de politique. »

Je lui ai répondu qu'à mon avis, il serait préférable de constituer un genre de groupe de travail dirigé par le premier ministre ou le président. Il était d'accord, et a accepté d'en assumer la direction. Donc, mes supérieurs commençaient à avoir une bonne idée de la situation, à voir ce qui marcherait bien ou non.

## **Quelle a été votre contribution ?**

La démarche devait être à la fois scientifique et politique. Le travail préparatoire étant avancé, ce dont nous avons besoin, c'était de soutien moral et technique et de ressources matérielles. Quand le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a entrepris en 1996 de financer des projets de TIC en Afrique dans le cadre de l'initiative [Acacia](#), nous lui avons soumis un premier projet qui nous permettrait de nous doter d'un secrétariat, le Secrétariat du comité consultatif d'Acacia au Mozambique. Il nous fallait un centre de référence, un organe capable de donner vie au processus. Le rôle du secrétariat aura donc consisté et consiste toujours à stimuler la réflexion scientifique universitaire et à coordonner les démarches en cours.

Nous savions qu'il nous fallait une politique en matière de TIC. Tout le monde en parlait, mais personne ne savait ce dont il devait s'agir. À nos yeux, il était très important de passer aux choses concrètes. C'est ce qui nous a amenés à lancer deux projets pilotes.

Premièrement, nous avons cherché à aider les gens, en choisissant des choses dont ils profiteraient directement. C'est ainsi qu'est née l'idée d'un télécentre. Nous voulions quelque chose dont ils pourraient se servir grâce à la technologie. Quelque chose qu'ils pourraient voir de leurs yeux, voir par exemple les habitants d'un endroit isolé se servir de la technologie. Ainsi, ils sauraient que ce n'était pas une utopie, un rêve de dirigeant politique ou d'universitaire !

J'ai donc constitué une équipe formée de membres du CIUEM, du Centre des études africaines, de la faculté d'économie et de notre compagnie de télécommunications, Telecomunicações de Mozambique (TDM). L'équipe a préparé un document de recherche sur les télécentres du Mozambique car il nous fallait une définition du télécentre adaptée à notre situation, non à celle d'autres pays. C'est ainsi que les premiers télécentres ont vu le jour.

Deuxièmement, nous étions conscients que notre population est jeune, d'où l'importance de concevoir un projet répondant aux besoins des jeunes. C'est ainsi qu'est né le [SchoolNet Mozambique](#), confié à une équipe comptant des représentants du ministère de l'Éducation.

Les responsables de ces deux projets ont contribué à l'élaboration de la politique.

## **Quelles grandes leçons d'autres intervenants — les donateurs, par exemple — pourraient-ils tirer de votre expérience ?**

Premièrement, il faut exprimer clairement sa volonté de changer la façon de faire les choses, pour qu'elles aillent mieux. Il faut donc être capable de critiquer les pratiques qui ont cours.

Deuxièmement, il faut trouver des « champions », des avocats à tous les niveaux, ou contribuer à en créer. Si j'ai pu accomplir ce que j'ai fait, c'est parce que l'on a dit m'en croire capable. Cela est très important. Il faut encourager les gens, les stimuler, il faut soutenir les « champions », comme les appellent les Américains.

Troisièmement, il est très important d'écouter les gens parler de ce qui les touche. Cela ne s'impose pas à l'évidence. Parfois, les donateurs ont leurs propres priorités et leurs propres façons de faire les choses. Si les nouvelles idées les dérangent, il importe pourtant qu'ils trouvent des moyens d'en tenir compte parce qu'une idée au départ très petite peut en devenir une très grande.

Par exemple, la première fois que j'ai établi une connexion Internet au Mozambique, je n'avais qu'un ordinateur 286 (mégahertz) et un modem de 300 bauds. Aujourd'hui, nous avons une connexion de deux mégabits, un satellite, et une clientèle très nombreuse branchée sur Internet. Il faut comprendre tout ce qu'il peut y avoir dans une semence. Ce que nous récoltons maintenant, c'est à la fin des années 80 que nous l'avons semé, et ce n'est qu'à la fin des années 90 que notre travail a commencé à vraiment porter fruit.

Quatrièmement, il est primordial de créer une masse critique de connaissances. Il faut pouvoir compter sur des personnes capables de faire de la recherche, d'accomplir des tâches techniques et de bien se servir de la technologie. Au Mozambique, nous mettons maintenant l'accent sur les ressources éducatives et humaines, ce qui nous oblige à redoubler d'efforts.

Cinquièmement, il faut à tout prix conserver un élément de recherche, parce que c'est elle qui confère le savoir, ce savoir qui peut influencer sur les politiques. Les politiques, pour peu qu'elles soient bien appliquées, favorisent le développement. D'où la nécessité de voir à ce que tous les programmes comportent un élément de recherche.

---

*En 2000, le conseil des ministres du Mozambique a approuvé la politique nationale en matière de TIC, une première en Afrique. Un an plus tard, dans une allocution prononcée à un symposium international organisé pour dresser le plan d'application de cette politique, le président du pays, Joaquim Chissano, déclarait : « J'invite les membres du gouvernement et de la société civile à exercer un leadership énergique et à avoir recours à toutes les dispositions légales et réglementaires utiles pour créer un climat propice au développement des TIC dans notre pays, de manière à ce que nos concitoyens jouissent pleinement de leurs multiples avantages. »*

*En juin 2002, le Conseil des ministres du Mozambique approuvait la stratégie de mise en application de la politique nationale en matière de TIC établissant le cadre et les paramètres à l'intérieur desquels les partenaires dans le développement pourront appuyer cette politique. La mission de Massingue et de son équipe est accomplie : grâce à la recherche, il existe une nouvelle politique en faveur du développement.*

*Kevin Conway est rédacteur principal à la Division des communications du CRDI.*

---

## **Renseignements**

**Venâncio Massingue**, Ph.D., vice-recteur administration et ressources, Université Eduardo Mondlane (UEM), Reitoria de Universidade, Praça 25 de Junho, B.P. 257, Maputo, Mozambique; tél. : 00258-1-307-271; téléc. : 00258-1-307-272; télex : 6-742; courriel : [venancio.massingue@uem.mz](mailto:venancio.massingue@uem.mz)